VAL BRIARD
Ma Communauté de Communes

# PROCES VERBAL DU
# CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 MARS 2023

Date d'envoi de la convocation : 08.03.2023
Date d'affichage : 08.03.2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze mars, à dix-neuf heures, le Conseil communautaire du Val Briard, dûment convoqué, s'est réuni dans les locaux administratifs de la Communauté de communes, 2 rue des Vieilles Chapelles à Les Chapelles-Bourbon, sous la présidence de M. Marc CUYPERS, Président.

| Etaient présents | |
|---|---|
| **Bernay-Vilbert :** | Mme RENE |
| **Châtres :** | Mme BENOTMANE |
| **Courpalay :** | Mme GARNOT |
| **Courtomer :** | Mme VANESON |
| **Crèvecoeur-en-Brie :** | M. CUYPERS |
| **Favières :** | Mme BORG (suppléante) |
| **Fontenay-Trésigny :** | Mme BENARD – M. BIRLOUET – Mme CARON - M. COCQUELET – M. ROSSILLI |
| **La Chapelle-Iger :** | M. PLANQUETTE (suppléant) |
| **La Houssaye-en-Brie :** | M. ABITEBOUL - Mme GOBARD |
| **Le Plessis-Feu-Aussoux :** | / |
| **Les Chapelles-Bourbon :** | Mme PARISY |
| **Liverdy-en-Brie :** | M. MARCELOT |
| **Lumigny-Nesles-Ormeaux :** | M. BOUVELE – Mme LEVAILLANT |
| **Marles-en-Brie :** | Mme STUBBE |
| **Mortcerf :** | M. BOUVIER – Mme CROULARD |
| **Neufmoutiers-en-Brie :** | Mme CHEVALIER (suppléante) |
| **Pécy :** | / |
| **Presles-en-Brie :** | M. RODRIGUEZ – Mme RICHARD – M. BONNIN |
| **Rozay-en-Brie :** | Mme MICHARD – M. PERCIK – M. DE MATOS – Mme DUTARTRE |
| **Vaudoy-en-Brie :** | Mme L'ECUYER |
| **Voinsles :** | Mme LAFORGE |
| Ont donné pouvoir : | Mme FAVRE à M. BIRLOUET<br>M. POISOT à Mme STUBBE |
| Etaient absents : | M. GAINAND - M. FOURNIER - Mme MEUNIER-KOZAK – Mme PERIGAULT (excusée) |
| Secrétaire de séance : | Mme MICHARD |

## PREAMBULE

Le Procès-verbal du 26 janvier 2023 est approuvé.

Le Président tient vraiment à remercier Martine LAFORGE, Alexandrine TEIXEIRA et Nathalie MARCHAL pour leur travail et les nombreuses heures passées à l'élaboration du Débat d'Orientation Budgétaire présenté ce soir.

## 1. RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

**VU** l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**CONSIDERANT** que le Rapport d'Orientation Budgétaire a pour objet de permettre au Conseil communautaire de connaitre les conditions d'élaboration du budget primitif et d'en présenter les priorités ;

**CONSIDERANT** que ce débat permet de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent le budget primitif mais qu'en aucun cas il ne présente un caractère décisionnel ;

**CONSIDERANT** l'exposé de la note lue par Monsieur le Président et annexée à la présente délibération ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :**

**Article 1 :**

**PREND ACTE** que le Débat d'Orientation Budgétaire de la Communauté de Communes du Val Briard – Budget principal s'est tenu pour l'année 2023 et que le Rapport d'Orientation budgétaire a bien été présenté.

.

VAL BRIARD

Ma Communauté de Communes

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

# 2023

## Budgets principal et annexes de la Communauté de Communes du Val Briard

*Présenté en bureau communautaire du 13 mars 2023*

*Présenté en conseil communautaire du 14 mars 2023*

# SOMMAIRE


## I – Situation économique

A- La crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques
B- Chiffres clés sur la consommation

## II – Impact du contexte économique sur les dépenses des collectivités locales

*A – La fiscalité locale*

1 – Revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité pour 2023

2 – Suppression de la CVAE

3 – L'incertitude sur le niveau de la TVA en 2023

4- Disposition concernant les dotations et la péréquation

5 - Le soutien à l'investissement local

6 – Dispositions concernant les autres mesures

*B – Un soutien financier de l'Etat face à l'inflation énergétique*

1 – Le filet de sécurité

2 – L'amortissement sur la facture d'électricité

*C – Les indicateurs financiers de la CC du Val Briard*

1 – Présentation du calcul de l'épargne brute et nette

2 – La solvabilité de la CC du Val Briard : capacité de désendettement

*D – Les hypothèses pour le budget 2023*

1 – Les recettes de la section de fonctionnement

A – Impôts et taxes – Chapitre 73

B – Les dotations et participations – Chapitre 74

C – Les produits des services – Chapitre 70

D – Les autres produits de charges de gestion courante – Chapitre 75

E – Synthèse des évolution des recettes réelles de fonctionnement par chapitre

2 – Les dépenses de la section de fonctionnement

A – Les atténuations de produits – Chapitre 014

B – Les charges à caractère général – Chapitre 011

C – Autres charges de gestion courante – Chapitre 65

D – Charges de personnels et assimilés – Chapitre 012

E – Charges financières – Chapitre 66

F – Synthèse des évolutions des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre

3 – La section d'investissement

A – Les dépenses de la section d'investissement

B – Les recettes de la section de fonctionnement et le recours à l'emprunt

4 – Les budgets annexes

5 – Les annexes du ROB

A – Encours de la dette

B – Les caractéristiques des emprunts de la CC du Val Briard

C – Litiges et recours

# INTRODUCTION

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite « Loi NOTRE » a créé le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB), lequel constitue la base à partir de laquelle doit se tenir le débat sur les orientations budgétaires.

La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif. Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire. Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Chronologie budgétaire pour la CC du Val Briard :

## I - Situation économique

L'année a été caractérisée par un choc géopolitique majeur (la guerre en Ukraine) et une crise énergétique dont l'impact peut être rapproché du 1er choc pétrolier au début des années 1970. Il en résulte une envolée de l'inflation, notamment pour les collectivités locales.

- Zone euro : une inflation marquée par la crise énergétique

En fin d'année 2022, l'indice de climat des affaires pour la zone euro s'est légèrement redressé dans l'industrie pour le 2ème mois consécutif et plus nettement dans les services. Toutefois, le début de l'année 2023 est incertain.

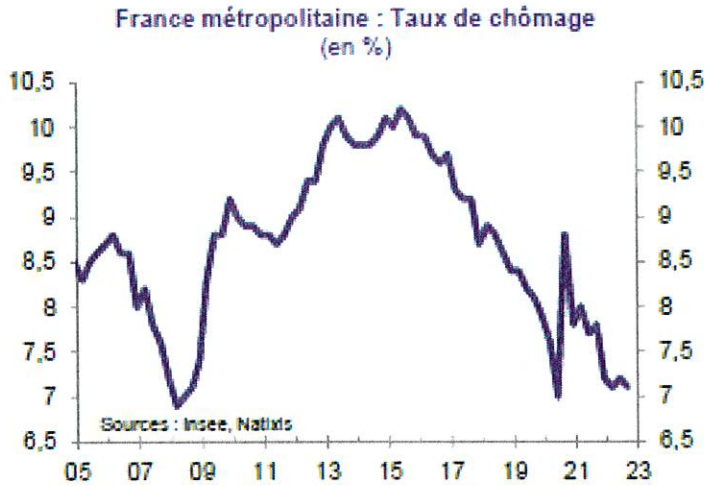
- France : une inflation encore forte, dans un marché du travail en tension

Sur un an, selon l'estimation provisoire effectuée par l'INSEE, réalisée fin février 2023, les prix à la consommation augmenteraient de 6,2 % en février 2023, après +6,0 % le mois précédent. Cette hausse de l'inflation serait due à l'accélération des prix de l'alimentation et des services. Les prix des produits manufacturés augmenteraient sur un an à un rythme proche du mois précédent et ceux de l'énergie ralentiraient.

Sur le mois de février, les prix à la consommation augmenteraient de 0,9 %, après +0,4 % en janvier. Ceux des services accéléreraient, tirés par le rebond des prix des services de transport. Les prix de l'énergie ralentiraient, l'effet de la revalorisation des tarifs réglementés de l'électricité étant atténué par le repli des prix des produits pétroliers. Ceux de l'alimentation augmenteraient également moins fortement qu'en janvier.

Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisée augmenterait de 7,2 %.

Le taux de chômage en France est resté stable au premier semestre 2022 (7,2%). Un taux assez faible qui s'explique principalement par la hausse de la population active, ainsi que par les créations d'emplois.




## A - La crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques.

Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, puis de de la crise énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9% en 2020, devrait se redresser. Il est attendu à 5% en 2022, après 6,5% en 2021. La dette publique, au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6% du PIB contre 112,8% en 2021 selon la loi de finances pour 2023.

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5% du PIB et une dette publique également quasi stable à 111,2% du PIB.

## B - Chiffres clés sur la consommation

En fonction des institutions, les hypothèses sont les suivantes :

- Hypothèse de croissance : entre -0,3% (Banque de France) et +1% (PLF 2023)
- Hypothèse d'inflation : entre +6% (Banque de France) et +4,2% (PLF 2023)
- Hypothèse de déficit public : +5% (PLF 2023)
- Hypothèse du ratio d'endettement : 111,2% du PIB (PLF 2023)
- Hypothèse du niveau des dépenses publiques : 56,9% du PIB (PLF 2023)
- Taux de prélèvements obligatoires attendu : 44,9% du PIB (PLF 2023)

En synthèse, les chiffres suivants peuvent être retenus :

# II - Impact du contexte économique sur les dépenses des collectivités locales

Dans le contexte socio-économique actuel, les collectivités locales vont faire face en 2023 à la poursuite des effets de l'inflation et des incertitudes susmentionnées.

A titre d'exemple, le coût du « panier du maire » a augmenté de 7,2 % sur les neuf premiers mois de 2022[1].

- Hausse moyenne de près de 50 % pour le prix du carburant ;
- Hausse moyenne de plus de 60 % pour le prix du gaz ;
- Hausse de 10,5 % des prix dans les travaux publics ;
- Hausse de près de 2 % de la masse salariale.

Il convient de préciser les principales mesures qui vont impacter les collectivités locales.

## A – La fiscalité locale

### 1- Revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité pour 2023 :

[1] Banque des Territoires – Présentation de la Loi de Finances 2023 – 19 janvier 2023

Les bases fiscales des locaux d'habitation et des locaux industriels sont revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé constatée entre novembre n-1 et novembren-2, le PLF 2023 ne déroge pas à cette disposition ; ainsi, les bases seront revalorisées de 7.1 % après avoir été revalorisées de 3,40% en 2022.

### 2- Suppression de la CVAE

La suppression de la CVAE sur 2 années (2023 et 2024) article 55 : La cotisation à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée progressivement en 2023 et 2024 pour les entreprises. Ainsi, pour 2023, le taux d'imposition de la CVAE est réduit de moitié pour 2023 puis sera supprimé en 2024.

Malgré cette mesure, mais du fait de la quasi-disparition pour 2023 des mesures d'urgence, notamment en matière de santé et des dépenses de relance de l'activité, le Gouvernement estime que le déficit public devrait rester stable en 2023 (5% du PIB comme en 2022). Pour mémoire il était de 9% en 2020 puis de 6,5% en 2021.

La perte du produit de CVAE sera compensée pour les collectivités territoriales par une fraction de la TVA nationale.

Ainsi, dès 2023 :

- Les collectivités territoriales et EPCI ne percevront plus de CVAE (suppression dès 2023 des articles du CGCT et du CGI relatifs aux recettes perçues par les collectivités territoriales).
- En compensation du produit de CVAE perdu, elles percevront une fraction de TVA égale à la moyenne des produits de CVAE encaissés par chaque collectivité entre 2020 et 2022 (soit 1 372 850 € pour la CC du Val Briard).
- Et à cette compensation pourra s'ajouter une part de TVA en fonction du dynamisme économique de leur territoire.

Le PLF pour 2023 ne précise pas cependant les modalités de reversement de cette fraction dynamique de TVA.

### 3- L'incertitude sur le niveau de la TVA en 2023

La suppression de la TH des EPCI à fiscalité propre est compensée par l'attribution depuis 2021 d'une part dynamique de TVA reversée par douzième.

Celle-ci évolue chaque année dans les mêmes proportions que celle du produit national de TVA de l'année en cours.

Les collectivités bénéficieront en 2023 du taux de progression prévisionnel estimé dans le cadre du PLF 2023, soit 5,1 %, qui sera ensuite ajusté en PLF 2024. Toutefois, en réalité, durant l'année 2023 ; ce montant pourra être revu à la hausse ou à la baisse. En tout état de cause, il ne pourra être inférieur au montant de 2021.

### 4- Disposition concernant les dotations et la péréquation :

Art. 195 : Évolution des enveloppes internes à la DGF
1/ Hausse des composantes péréquatrices de la DGF et non écrêtement de la dotation forfaitaire des communes

2/ « Déplafonnement » de la dotation d'intercommunalité pour les communautés de communes
Art. 195 : Neutralisation pour 2023 des effets du nouveau calcul de l'effort fiscal et précisions sur les indicateurs financiers
Art. 195 : Révision des modalités de répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)
Art. 197 : Versement mensuel du FSRIF

### 5- Le soutien à l'investissement local :

Art. 131 : Création d'un « Fonds vert » en soutien des investissements de transition écologique des collectivités
Art. 195 : Ajustement des critères d'éligibilité à la DPV (Dotation politique de la Ville)
Art. 198 : Fixation des taux de subvention accordés au titre de la DETR et de la DSIL « en tenant compte du caractère écologique des projets »
Art. 199 : Communication aux élus sur les projets éligibles à la DSID (Dotation de Soutien à l'investissement des Départements).

**Récapitulatif des concours financiers au soutien de l'investissement local en 2022 et pour 2023 :**

| | LF 2022 | LF 2023 |
|---|---|---|
| **FCTVA** | 6,5 Mds€ | 6,7 Mds€ |
| **DSIL** | 907 M€<br>*Dont 337M€ d'enveloppe exceptionnelle* | 570 M€ |
| **DETR** | 1,046 Mds€ | 1,046 Mds€ |
| **DPV** | 150 M€ | 150 M€ |
| **DSID** | 212 M€ | 212 M€ |
| **TOTAL** | **8,8 Mds€** | **8,7 Mds €** |

### 6- Dispositions concernant les autres mesures :

Art. 144 : Prolongement d'un an de l'expérimentation de la certification des comptes
Art. 145 : Nouvelle période d'appel à candidature pour le compte financier unique (CFU)

## B – Un soutien financier de l'Etat face à l'inflation énergétique

*Il existe deux dispositifs qui se trouvent applicables à la CC du Val Briard :*

### 1- Le filet de sécurité

En premier lieu, le dispositif du « filet de sécurité » est reconduit en 2023 pour soutenir les collectivités les plus fragiles face à l'inflation des prix de l'énergie. En 2022, notre collectivité a été bénéficiaire d'un acompte, mais compte tenu que notre épargne brute n'a finalement pas connu une baisse de 25 %, cette dernière sera à rembourser sur l'exercice 2023.

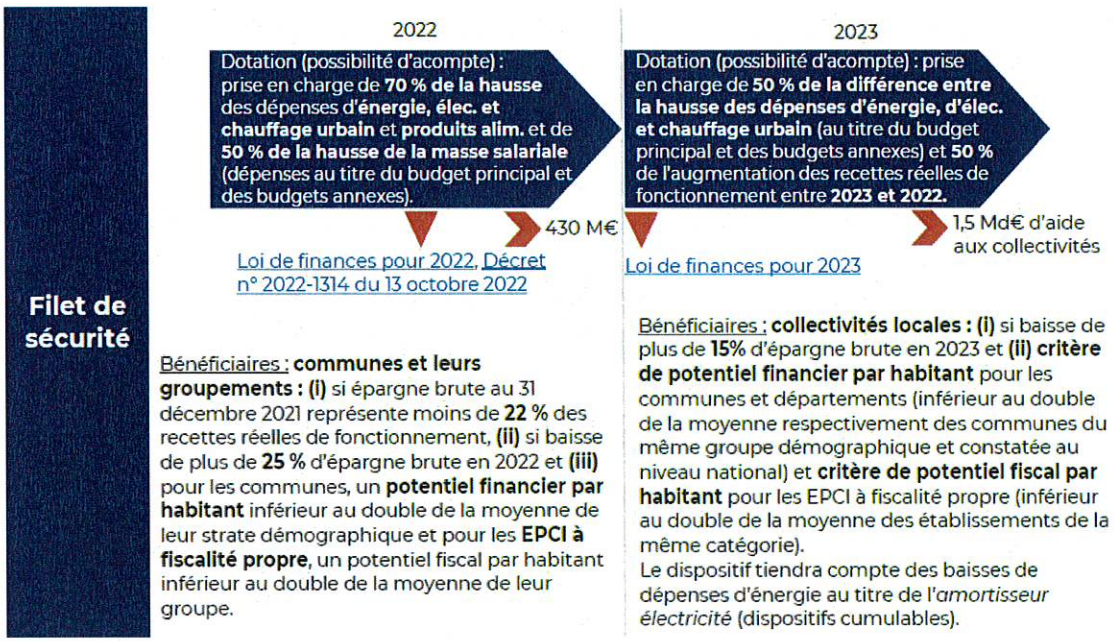
La période inflationniste se prolonge en 2023 et donne lieu à la création d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités.

Cette dotation concerne notamment les communes et leurs groupements, qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- Une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15% par rapport à 2022 ;
- Pour les communes : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes de même strate démographique ;
- Pour les EPCI à fiscalité propre : le potentiel fiscal par habitant doit être inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre de même catégorie juridique. Notre intercommunalité remplit ce critère.

En 2023, la dotation sera égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023) et 50% de celle des recettes réelles de fonctionnement.

Les collectivités qui pensent être éligibles pourront faire une demande d'acompte avant le 30 novembre 2023.




*Source : Le DOB en instantané – Janvier 2023 – La Banque Postale*

## 2- L'amortissement sur la facture d'électricité

Un décret du 31 décembre, pris en application des VIII et IX de l'article 181 de la loi de finances pour 2023, fixe les modalités d'application de deux dispositifs de protection des consommateurs finals, respectivement le bouclier tarifaire pour les consommateurs non domestiques et l'amortisseur électrique pour plusieurs catégories de consommateurs dont il définit également l'éligibilité.

Les consommateurs concernés par l'un ou l'autre dispositif doivent se signaler auprès de leur fournisseur par la transmission d'une attestation dont le modèle est annexé au décret.

Les collectivités territoriales et leurs groupements sont listés parmi les bénéficiaires. L'État prend en charge une partie de la facture d'électricité dès lors que le prix souscrit dépasse un

certain niveau de prix. La baisse du prix apparaît directement sur la facture et une compensation financière est versée par l'État aux fournisseurs d'énergie, via les charges de service public de l'énergie.

Une collectivité qui bénéficie de l'amortisseur d'électricité reste éligible au filet de sécurité destiné à compenser partiellement les surcoûts de l'énergie en 2023. Alors que l'amortisseur électricité est une réduction de prix, le filet de sécurité correspond à une recette de compensation.

La CC du Val Briard a donc transmis à EDF, notre fournisseur d'électricité, le formulaire de demande de mise en place de l'amortisseur électricité. Nous venons recevoir les premières factures avec la prise en charge d'une partie de la facture par l'Etat, la facture est déjà divisée par 2.

## C – LES INDICATEURS FINANCIERS DE LA CC DU VAL BRIARD

### 1- Présentation du calcul de l'épargne brute, de l'épargne nette

Les indicateurs suivants permettent de déterminer l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement par exercice budgétaire. Par conséquent, les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement sont analysées avec les trois indicateurs suivants :

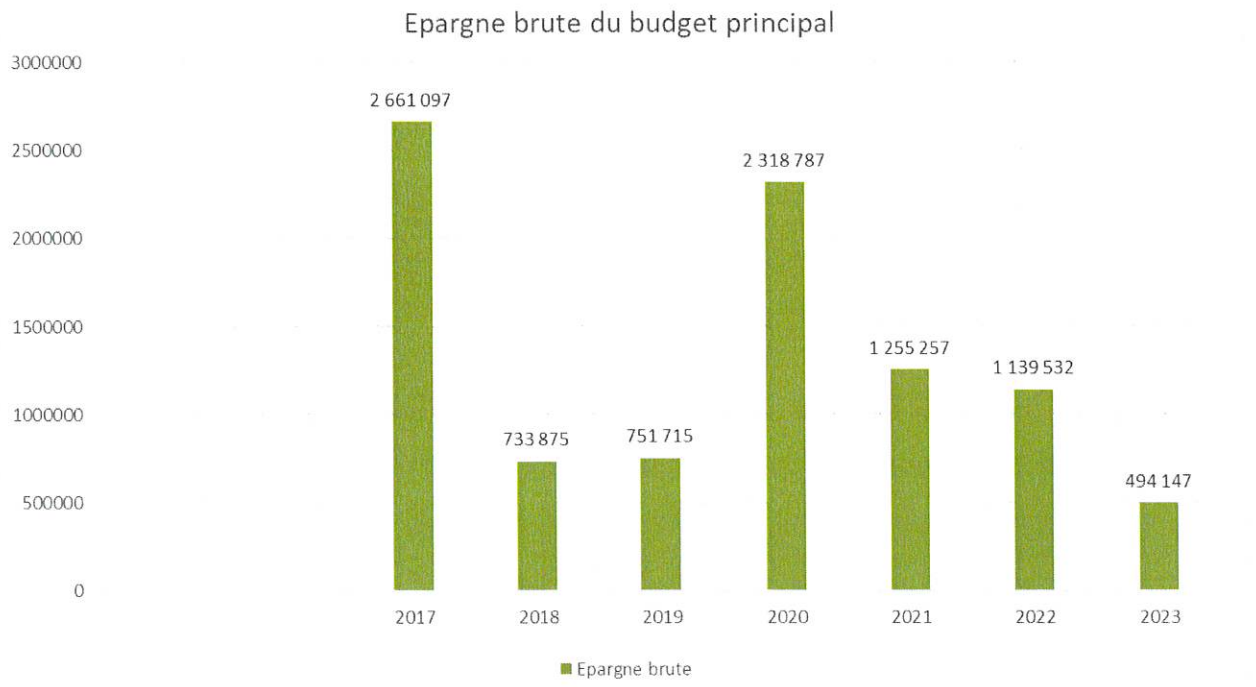
- L'épargne de gestion correspond à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice budgétaire et les dépenses réelles de fonctionnement budgétaires, hors intérêt de la dette.

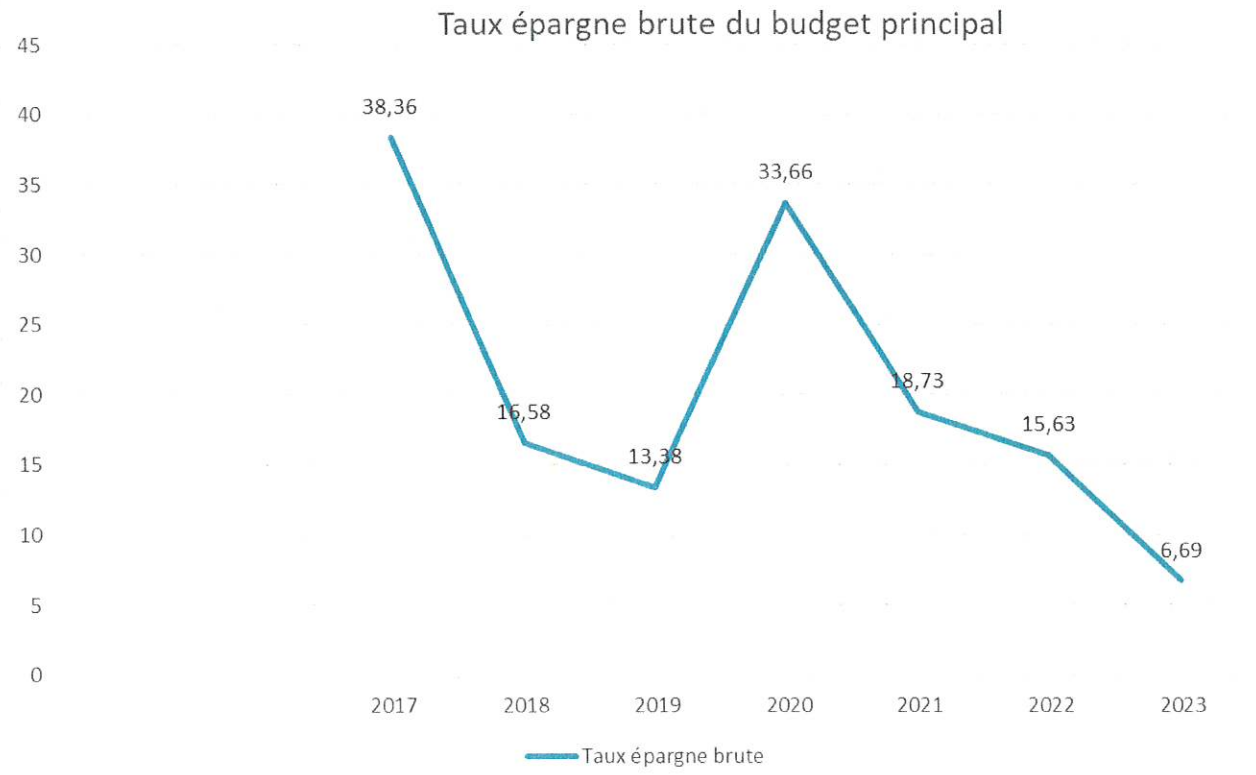
- L'épargne brute correspond à la différence entre l'épargne de gestion et les intérêts de la dette. Cette épargne permet de faire face au remboursement de la dette en capital et de financer tout ou partie des dépenses d'investissement.

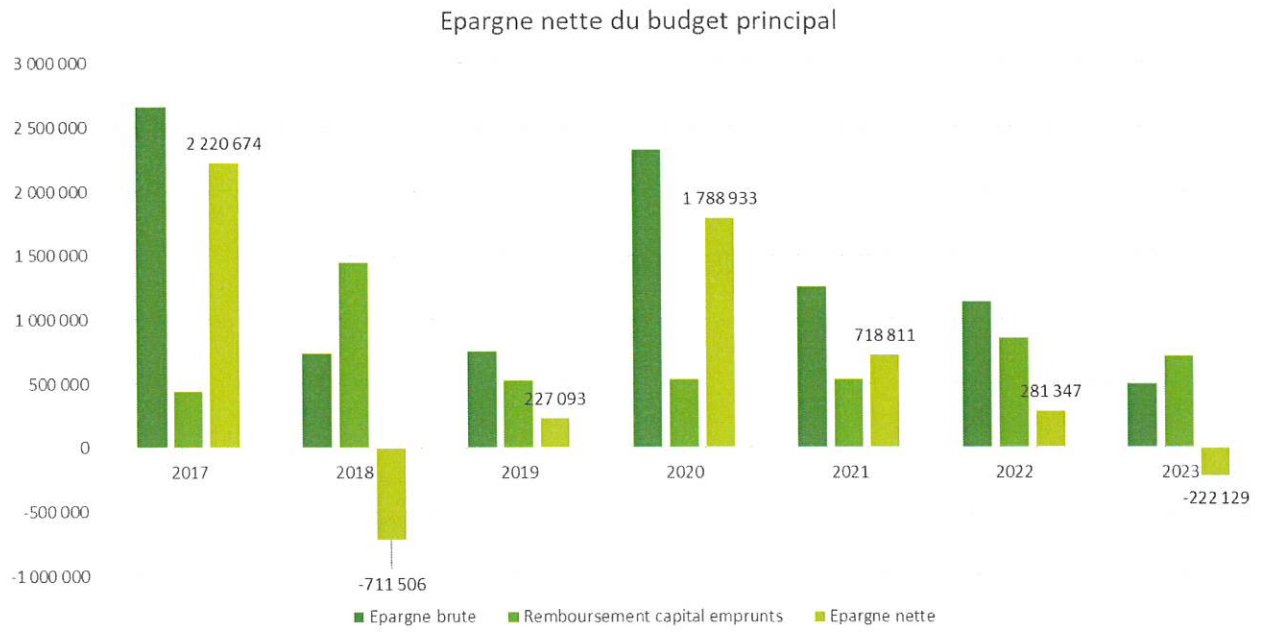
- L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour financer l'équipement brut après financement du capital de la dette.

| | DÉFINITION DE L'ÉPARGNE DE GESTION | DÉFINITION DE L'ÉPARGNE BRUTE | DÉFINITION DE L'ÉPARGNE NETTE |
|---|---|---|---|
| **DEFINITION** | Il s'agit de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement sans les intérêts de la dette . | Il s'agit de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. | Il s'agit de l'épargne brute diminuée du remboursement annuel du capital de la dette. |
| **FORMULE DE CALCUL** | **Epargne de gestion =** Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement (sans les intérêts de la dette) | **Epargne Brute=** Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement | **Epargne Nette=** Epargne Brute – Remboursement annuel du capital de la dette |
| **UTILISATION DES MONTANTS D'EPARGNE** | **Il s'agit du montant d'argent disponible pour rembourser l'annuité d'emprunt ainsi que les dépenses d'équipement** | **Il s'agit du montant d'argent disponible pour rembourser le capital d'emprunt ainsi que les dépenses d'équipement** | **Il s'agit du montant d'argent disponible pour financer les dépenses d'équipement.** |

Les indicateurs de l'épargne sont les suivants :



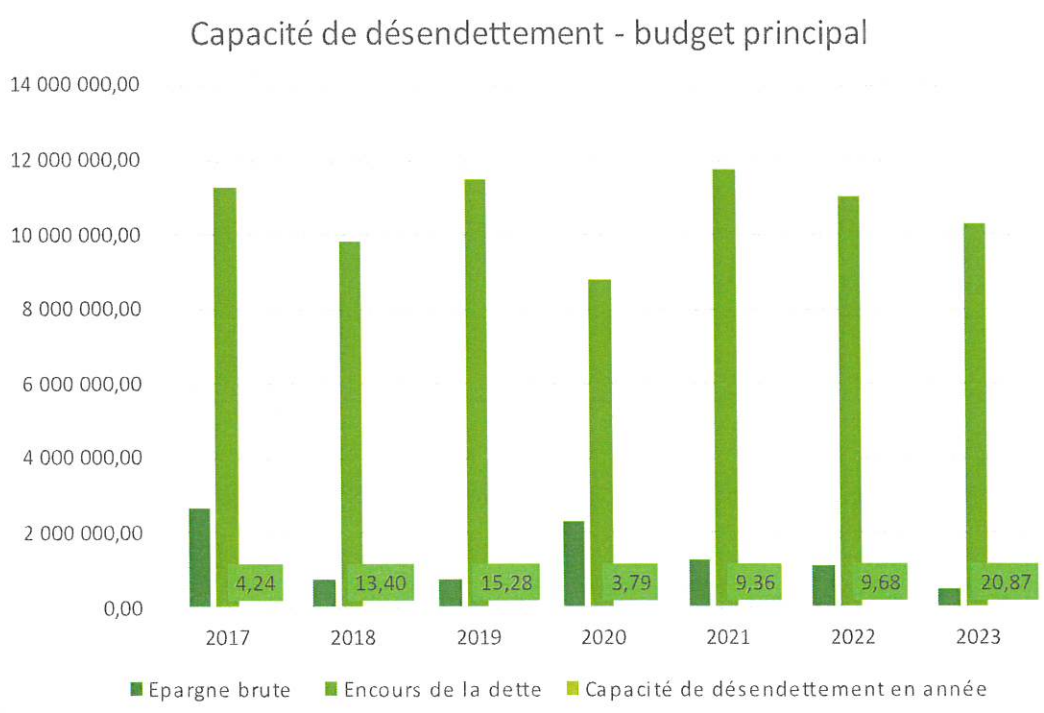






## 2- La solvabilité de la CC du Val Briard : la capacité de désendettement

La solvabilité de la collectivité permet de déterminer la durée nécessaire pour rembourser l'encours du capital restant dû de la dette si l'intégralité de l'épargne brute était utilisée pour rembourser le capital.

Dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques, il a été préconisé que cette durée ne dépasse pas les 12 ans. Les caractéristiques des emprunts sont précisées dans la partie 4.



## D - LES HYPOTHESES POUR LE BUDGET 2023

*Les hypothèses de fiscalité ont été présentées en Conférences des Maires des 25 janvier et 28 février 2023.*

### 1- LES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### A) Impôts et taxes – Chapitre 73

- **Contributions directes**

Les produits des contributions directes sont composés des 4 taxes :

- Foncier bâti (FB)
- Foncier non bâti (FNB)
- Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et locaux vacants (THRS)

Afin de préserver l'équilibre budgétaire et de maintenir la qualité des services à la population, une évolution de notre fiscalité est nécessaire en 2023. D'une part, la CCVB va perdre 677 300 € de recettes sur l'exercice 2023, réparties comme suit :

| | |
|---|---|
| Perte de base de TF à Châtres suite à baisse des taux communaux et perte de compensation et incertitude sur les | -2 900,00 |
| Remboursement avance filet de sécurité | -81 200,00 |
| Fin de la convention occupation précaire des terrains | -20 000,00 |
| Fin de garantie de perte de base CET | -587 023,00 |
| Remboursement de TF par fermiers | -6 156,00 |
| Gain réforme DGF intercommunalité | 20 000,00 |
| Perte de recettes par rapport à 2022 | -677 279,00 |

D'autre part, il existe une incertitude sur le produit des recettes fiscales 2023 et nous subissons une diminution des dotations et participations :

- **CFE**

Aujourd'hui, les bases de CFE pour 2023 sont inconnues en raison de changement d'activité dans la zone d'activité du Val Breon. La CC Val Briard pourrait avoir une garantie de la part de

l'Etat, si les bases chutent de plus de 10%. Nous retenons cette hypothèse en l'absence de notification de bases.

- CVAE

Suppression de la CVAE à partir de l'exercice 2023, la CCVB sera compensée intégralement par une fraction de TVA Nationale égale à la moyenne des montants de CVAE perçus entre 2020 et 2023. A ce jour, le montant n'est pas connu.

- TASCOM et IFER

Sont imposables à la TASCOM, les magasins de commerce de détail quelle que soit la forme juridique de l'entreprise qui les exploite. Les établissements doivent néanmoins remplir certaines conditions tenant à leur surface, leur date de création et leur chiffre d'affaires, pour être effectivement soumis à la taxe.

En application des dispositions de l'article 1635-0 quinquies du code général des impôts (CGI), il est institué au profit des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

Les évolutions des produits de fiscalité en ce domaine sont à la stabilité.

- TEOM

La TEOM est un impôt assis sur le foncier bâti. Elle est perçue avec la taxe foncière et son montant varie en fonction de la valeur du logement (ou du local pour les professionnels), sans être lié à la quantité de déchets produite.

La CCVB est en représentation-substitution auprès de 3 syndicats, (COVALTRI77, le SMETOM GEEODE et le SIETOM). A ce jour, les taux et produits attendus ne sont pas connus, mais par prudence les crédits budgétaires inscrits seront ceux de 2022.

- Taxe GEMAPI

La taxe GEMAPI a été instituée en 2020 pour l'exercice budgétaire 2021. L'institution de cette taxe permet de financer la compétence, devenue obligatoire pour les EPCI au 1er janvier 2018. Son taux est adossé à la TH, TF et à la CFE.

La CCVB est en représentation-substitution auprès de 2 syndicats, le SYAGE de l'Yerres et le SMAGE des deux Morin.

Les montants des contributions aux syndicats de GEMAPI pour 2023 s'élèvent à 215 104.19 €, c'est donc ce montant qui sera proposé au vote du conseil communautaire du 07 avril prochain.

- TAUX IMPOSITION

L'évolution proposée est la suivante, et sera présentée pour voté lors du conseil communautaire du 06 avril prochain :

| TAXES | TAUX PONDERES 2022 | TAUX PONDERES 2023 |
|---|---|---|
| Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFB) | 1.42 % | 3,42% |
| Taxe Foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) | 4.87 % | 6,87% |
| Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) | 20.98 % | 22,55% |
| Taxe Habitation Résidences Secondaires ( THRS) | 8,83% | 9,31% |

- Synthèse des évolutions *(scénario avec 2 points d'augmentation de fiscalité et recettes fiscales minimales)*

| Imputation | Objet | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 73111 | Taxe habitation ou fraction TVA | 2 913 000 | 2 970 000 | | | |
| 73111 | Taxe habitation résidence secondaire | | | 200 000 | 159 865 | 173 641 |
| 73111 | Taxe foncière propriété batie | 537 000 | 546 000 | 550 000 | 536 233 | 1 346 976 |
| 73111 | Taxe foncière propriété non batie | 137 000 | 82 700 | 117 000 | 156 610 | 197 095 |
| 73111 | Taxe sur la cotisation foncière des entreprises | 2 605 000 | 2 002 000 | 1 601 000 | 2 171 649 | 2 066 510 |
| 73112 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 1 153 629 | 1 494 202 | 1 345 263 | 1 279 084 | 1 372 849 |
| 73113 | Taxe sur les surfaces commerciales | 121 856 | 124 208 | 126 643 | 112 743 | 112 743 |
| 73114 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau | 112 240 | 115 742 | 138 408 | 150 465 | 140 000 |
| 7318 | Autres impots locaux ou assimilés | 202 529 | 50 901 | 70 740 | 281 215 | 80 000 |
| 7328 | Reversement taxe foncière Châtres | 2 387 794 | 2 409 380 | 2 423 620 | 2 234 309 | 2 231 409 |
| 7331 | Taxe enlevement des ordures ménagères | 3 130 115 | 3 153 804 | 3 313 225 | 3 430 418 | 3 430 418 |
| 7346 | Taxe milieux aquatiques et protection inondations | | | 208 797 | 215 540 | 215 105 |
| 7382 | Fraction TVA | | | 2 800 205 | 3 068 475 | 2 800 205 |
| | | **13 300 163** | **12 948 937** | **12 894 901** | **13 796 606** | **14 166 951** |

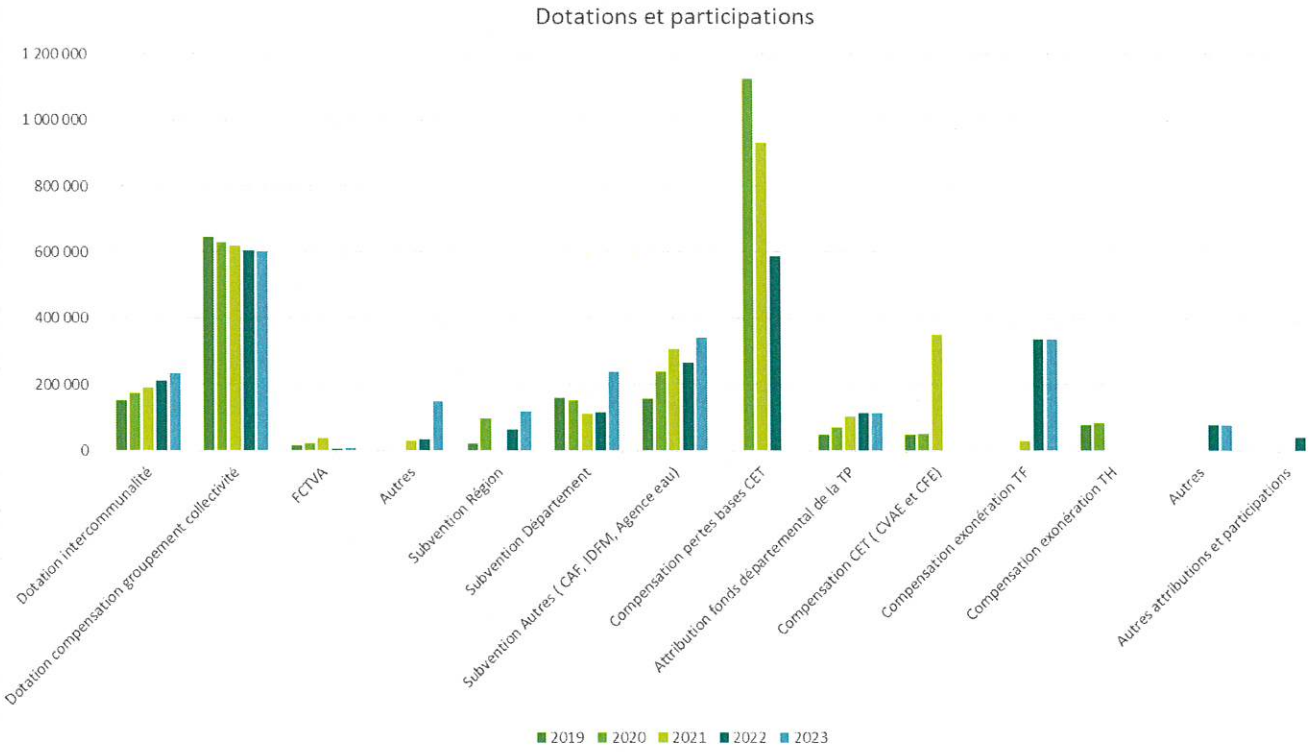
L'évolution des taux d'imposition proposée de deux points de fiscalité, ainsi que la revalorisation des bases permet une **augmentation** des recettes du chapitre 73 de **2,68%.**

## B) Les dotations et participations – Chapitre 74

Ce chapitre regroupe l'ensemble des dotations et participations perçues par la CC du Val Briard, telles que détaillées ci-dessous :

| Imputation | Objet | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **7411** | Dotation intercommunalité | 152 163 | 172 438 | 191 306 | 211 623 | 234 557 |
| **74126** | Dotation compensation groupement collectivité | 644 954 | 629 787 | 617 384 | 603 841 | 600 374 |
| **744** | FCTVA | 15 346 | 20 532 | 38 730 | 6 194 | 8 833 |
| **74718** | Autres | 0 | 0 | 30 000 | 34 800 | 150 000 |
| **7472** | Subvention Région | 20 000 | 96 120 | 0 | 65 428 | 120 000 |
| **7473** | Subvention Département | 160 882 | 150 806 | 111 869 | 115 970 | 240 250 |
| **7478** | Subvention Autres ( CAF, IDFM, Agence eau) | 158 495 | 239 586 | 306 476 | 267 585 | 342 920 |
| **748311** | Compensation pertes bases CET | 0 | 1 124 189 | 930 392 | 587 023 | 0 |
| **74832** | Attribution fonds départemental de la TP | 49 026 | 71 087 | 103 076 | 114 494 | 114 000 |
| **74833** | Compensation CET ( CVAE et CFE) | 49 469 | 52 406 | 349 409 | 0 | 0 |
| **74834** | Compensation exonération TF | 169 | 174 | 28 348 | 336 883 | 336 883 |
| **74835** | Compensation exonération TH | 79 154 | 84 543 | 0 | 0 | 0 |
| **748388** | Autres | 0 | 0 | 0 | 78 922 | 78 922 |
| **7488** | Autres attributions et participations | 0 | 0 | 827 | 40 600 | 0 |
| | | **1 329 657** | **2 641 669** | **2 707 817** | **2 463 362** | **2 226 739** |

Une baisse des recettes du chapitre 74 de 9.60 % est prévue par rapport à l'année écoulée.




- Compensation perte de bases CET

Pour 2023, une perte de recette est confirmée par les services Préfectoraux concernant la fin de la compensation pour perte de bases de CET (Contribution Economique Territoriale) qui concernait les entrepôts de la ZAC du Val Bréon, et était perçue depuis 3 années.

- La dotation globale de fonctionnement comprend deux composantes :

- La dotation d'intercommunalité
- La dotation de compensation

La Loi de finances initiale 2023 prévoit une hausse de la dotation d'intercommunalité, selon nos estimations le gain pour la CCVB s'élèverait à 20 000 €, et sera à comparer avec les données de la DGCL lors de la mise en ligne des dotations 2023.

La dotation de compensation chute progressivement d'environ 10 000 € par an depuis 2020.

### C) Les produits des services – Chapitre 70

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes liées à la billetterie du service culturel et touristique ;
- Les recettes liées au service de portage de repas à domicile ;
- Les recettes liées aux animations du services jeunesse ;
- Les recettes liées aux emplacements de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- Les remboursements d'eau du compteur incendie de la ZAC du Val Bréon ;

Ce chapitre va subir une hausse des recettes compte tenu de la hausse de fréquentation de l'ensemble de nos services.

La salle de spectacle l'Envolée sera ouverte pour des représentations payantes à compter d'avril 2023.

Les bénéficiaires du service de portage de repas à domicile sont également de plus en plus nombreux et représentent 62 bénéficiaires sur 15 communes de la CCVB.

L'aire d'accueil des gens du voyage, ouverte depuis septembre 2022 est également génératrice de recettes de droits de places.

Une cotisation annuelle a été mis en place pour le service jeunesse. Cette cotisation permet d'entrer dans les critères pour la perception de la prestation de service ALSH de la CAF.

| Compte | Libellé compte | Prévu 2022 | Réalisé 2022 | Proposé 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 70328 | Autres droits de stationnement et de location | 0,00 | 7 826,45 | 24 000,00 |
| 7062 | Redevances et droits des services à caractère culturel | 5 000,00 | 5 520,00 | 48 000,00 |
| 70632 | A caractère de loisirs | 11 370,00 | 13 826,25 | 18 795,00 |
| 7066 | Redevances et droits des services à caractère social | 99 500,00 | 112 292,39 | 112 000,00 |
| 70878 | Par d'autres redevables | 15 000,00 | 8 282,38 | 15 000,00 |
| | | **130 870,00** | **147 747,47** | **217 795,00** |

### D) Les autres produits de charges de gestion courante – Chapitre 75

Ce chapitre se compose principalement des loyers et des charges locatives des bâtiments communautaires.

Aucune augmentation de loyer n'est à prévoir sur l'exercice 2023, hormis les révisions annuelles prévues dans les baux. Un bail de location de bureaux sera revu à la hausse en 2023

pour prendre en compte l'inflation supportée par la CC du Val Briard. Les crédits seront rajoutés sur le BP 2023.

Une baisse des recettes est attendue compte tenu de la fin du bail d'occupation des terrains situés à Les Chapelles Bourbon.

| Compte | Libellé compte | Prévu 2022 | Réalisé 2022 | Proposé 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 752 | Revenus des immeubles | 178 708,52 | 178 833,81 | 180 165,00 |
| 757 | Redevances versées par les fermiers et concessionnaires | 47 625,00 | 47 500,00 | 27 500,00 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 100,00 | 2,04 | 100,00 |
| | | **226 433,52** | **226 335,85** | **207 765,00** |

### E) Synthèse des évolutions des recettes réelles de fonctionnement par chapitre

| Chapitre | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Prévu 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 - Atténuations de charges | 28 122,08 | 21 984,61 | 11 926,54 | 13 176,52 | 750,00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 94 580,61 | 83 330,92 | 125 239,90 | 147 747,47 | 217 795,00 |
| 73 - Impôts et taxes | 13 303 856,70 | 13 011 885,26 | 12 816 779,02 | 13 817 270,55 | 14 166 951,00 |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 1 329 657,09 | 2 641 668,76 | 2 707 817,23 | 2 463 362,17 | 2 226 739,00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 155 161,09 | 190 495,03 | 241 664,13 | 226 335,85 | 207 765,00 |
| 76 - Produits financiers | 120 981,71 | 115 911,98 | 0,00 | 37 723,98 | 32 580,74 |
| 77 - Produits exceptionnels | 28 464,09 | 16 455,81 | 50 244,36 | 154 308,33 | 38 000,00 |
| 78 - Reprises sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 15 060 823,37 | 16 081 732,37 | 15 953 671,18 | 16 859 924,87 | 16 890 580,74 |

## 2- LES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

Du fait de la réserve devenant très faible en 2023 (607 682 €), des économies sur cet exercice 2023 sont indispensables au travers notamment de 3 actions :

- Renforcement de la mise en concurrence
- Rationalisation des contributions aux syndicats
- Examen des dépenses de chacun des services

### A) Les atténuations de produits – Chapitre 014

Ce chapitre représente le premier poste de dépenses en section de fonctionnement et se compose :

- **Des Attributions de Compensation (AC)** versées mensuellement aux communes membres : Le montant des attributions de compensation est inférieur à l'année précédente, compte tenu de la révision des attributions de compensation à intervenir en 2023 pour certaines communes pour lesquelles la CCVB à payer le solde de la dissolution du SMCBANC. (30 103.08€)

- **Du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) ;**

- **Du Fonds national de Péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).** A ce stade, les crédits sont inscrits en fonction d'une répartition du FPIC entre l'EPCI et les communes membres selon la procédure de droit commun

- De la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la CCVB est en représentation substitution auprès de 3 syndicats (COVALTRI77, le SMETOM GEEODE et le SIETOM)

| Imputation | Objet | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7391178 | Autres restitutions sur dégrevements | | | | 822 | 0 |
| 739118 | Autres reversements de fiscalité (TEOM) | 3 401 056 | 3 114 828 | 3 196 494 | 3 524 245 | 3 524 245 |
| 739211 | Attribution de compensation | 4 663 975 | 4 707 655 | 4 707 655 | 4 707 655 | 4 677 552 |
| 739221 | FNGIR | 1 236 578 | 1 236 578 | 1 230 851 | 1 236 578 | 1 236 578 |
| 739223 | FPIC | 113 871 | 107 386 | 91 893 | 73 708 | 73 708 |
| 73928 | Autres prelevements pour reversements de fiscalité | 0 | 266 | 0 | 5 727 | 0 |
| 7398 | Reversements, restitutions et divers | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 |
| | | **9 415 480** | **9 166 712** | **9 226 904** | **9 548 735** | **9 512 083** |

A ce stade, et compte tenu qu'aucun élément n'a été communiqué, tant sur la fiscalité de TEOM ou du FPIC, les montants indiqués sont ceux inscrits au budget 2022.

## B) Les charges à caractère général – Chapitre 011

En 2022, les charges à caractère général sont en adéquation par rapport au BP 2022.

En 2023, il sera nécessaire d'augmenter les crédits budgétaires de certains services, compte tenu de l'ouverture de la salle de spectacle « l'Envolée » en mars.

Une grande partie des augmentations de crédits concerne les fluides.

| Imputation | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Prévu 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| 6042 - Achats prestations de services (autres que terrains à aménager) | 43 016,89 | 56 681,63 | 86 866,58 | 121 034,37 | 199 000,00 |
| 60611 - Eau et assainissement | 20 724,99 | 12 673,16 | 27 973,66 | 13 642,11 | 30 065,00 |
| 60612 - Énergie - Électricité | 40 177,49 | 44 703,26 | 36 769,71 | 84 078,92 | 248 090,00 |
| 60613 - Chauffage urbain | 35 763,03 | 43 159,49 | 63 670,30 | 72 443,67 | 120 000,00 |
| 60618 - Autres fournitures non stockables | 0,00 | 0,00 | 7,56 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 - Combustibles | 2 649,60 | 3 708,41 | 0,00 | 7 286,17 | 0,00 |
| 60622 - Carburants | 10 471,24 | 6 998,57 | 8 861,61 | 12 834,00 | 14 300,00 |
| 60623 - Alimentation | 28 523,63 | 14 141,60 | 25 287,89 | 42 450,22 | 44 950,00 |
| 60628 - Autres fournitures non stockées | 214,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 |
| 60631 - Fournitures d'entretien | 2 233,89 | 4 279,84 | 1 309,44 | 2 289,47 | 3 220,00 |
| 60632 - Fournitures de petit équipement | 37 828,97 | 35 522,36 | 31 505,98 | 31 292,65 | 31 108,00 |
| 60633 - Fournitures de voirie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 596,00 | 1 000,00 |
| 60636 - Vêtements de travail | 4 223,62 | 1 043,37 | 2 728,88 | 547,08 | 2 500,00 |
| 6064 - Fournitures administratives | 9 604,23 | 6 217,45 | 7 041,82 | 6 921,11 | 5 400,00 |
| 6065 - Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques) | 2 093,35 | 1 982,86 | 761,79 | 1 315,39 | 2 900,00 |
| 6068 - Autres matières et fournitures | 1 084,93 | 17 034,10 | 1 953,93 | 2 767,55 | 3 120,00 |
| 611 - Contrats de prestations de services | 619 253,53 | 379 594,58 | 428 279,15 | 755 001,17 | 770 784,66 |
| 6122 - Crédit-bail mobilier | 8 097,14 | 9 245,22 | 28 397,31 | 35 240,27 | 35 500,00 |
| 6132 - Locations immobilières | 2 110,00 | 0,00 | 560,00 | 1 370,00 | 3 000,00 |
| 6135 - Locations mobilières | 48 701,18 | 64 747,01 | 33 723,42 | 131 168,23 | 54 390,00 |
| 614 - Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 - Terrains | 105 892,28 | 103 634,66 | 55 938,04 | 72 003,36 | 63 800,00 |
| 615221 - Entretien et réparations bâtiments publics | 19 687,20 | 8 490,84 | 7 254,60 | 5 491,94 | 7 100,00 |
| 615228 - Entretien et réparations autres bâtiments | 10 157,93 | 196,24 | 12 812,04 | 19 683,00 | 15 800,00 |
| 615231 - Entretien et réparations voiries | 117 967,56 | 165 540,57 | 51 331,20 | 4 636,80 | 43 700,00 |
| 615232 - Entretien et réparations réseaux | 386,40 | 11 234,79 | 21 348,85 | 6 122,80 | 19 840,00 |
| 61551 - Matériel roulant | 11 086,86 | 10 229,69 | 9 839,35 | 7 747,71 | 7 900,00 |
| 61558 - Autres biens mobiliers | 4 096,06 | 9 987,22 | 23 063,03 | 49 212,07 | 21 000,00 |
| 6156 - Maintenance | 31 912,21 | 27 120,87 | 55 148,66 | 23 514,09 | 10 468,00 |
| 6161 - Assurance multirisques | 8 375,34 | 28 162,77 | 32 424,73 | 31 537,40 | 41 800,00 |
| 6162 - Assurance obligatoire dommage - construction | 168,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 - Autres primes d'assurance | 47 637,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 617 - Etudes et recherches | 71 340,00 | 0,00 | 93 716,60 | 74 852,64 | 70 380,00 |
| 6182 - Documentation générale et technique | 13 442,92 | 21 357,61 | 31 764,14 | 34 639,52 | 34 055,00 |
| 6184 - Versements à des organismes de formation | 8 546,00 | 4 738,80 | 5 261,68 | 5 911,69 | 13 120,00 |
| 6185 - Frais de colloques et séminaires | 80,00 | 0,00 | 2 790,00 | 3 240,00 | 200,00 |
| 6225 - Indemnités au comptable et aux régisseurs | 1 236,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 - Honoraires | 49 242,00 | 26 274,00 | 73 018,86 | 139 707,20 | 43 870,00 |
| 6227 - Frais d'actes et de contentieux | 2 227,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 6228 - Divers | 0,00 | 0,00 | 680,00 | 1 575,00 | 39 260,00 |
| 6231 - Annonces et insertions | 1 944,00 | 2 126,40 | 5 796,00 | 8 652,00 | 15 800,00 |
| 6232 - Fêtes et cérémonies | 7 694,11 | 8 490,75 | 1 244,16 | 4 660,00 | 28 000,00 |
| 6236 - Catalogues et imprimés | 54 289,03 | 13 717,80 | 52 469,79 | 58 440,71 | 94 420,00 |
| 6238 - Divers | 538,40 | 600,00 | 3 435,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 - Transports de biens | 250,00 | 188,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 - Transports collectifs | 426 390,12 | 444 054,74 | 475 849,04 | 558 306,16 | 709 200,00 |
| 6251 - Voyages et déplacements | 12 464,47 | 10 012,03 | 6 604,61 | 22 402,88 | 32 460,00 |
| 6255 - Frais de déménagement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6256 - Missions | 5 982,38 | 1 180,20 | 5 915,95 | 6 464,68 | 5 037,76 |
| 6257 - Réceptions | 11 274,75 | 11 836,13 | 16 250,08 | 4 299,69 | 11 000,00 |
| 6261 - Frais d'affranchissement | 6 550,43 | 4 636,73 | 4 552,31 | 7 229,30 | 5 500,00 |
| 6262 - Frais de télécommunications | 25 123,74 | 26 911,23 | 38 286,08 | 20 290,80 | 17 956,00 |
| 627 - Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 10,85 | 11,00 |
| 6281 - Concours divers (cotisations...) | 29 943,42 | 7 003,28 | 8 410,72 | 9 596,14 | 5 300,00 |
| 6282 - Frais de gardiennage (églises, forêts et bois communaux ...) | 47 598,34 | 33 816,41 | 36 217,14 | 27 827,84 | 37 000,00 |
| 6283 - Frais de nettoyage des locaux | 47 964,32 | 60 043,60 | 85 203,24 | 104 072,90 | 86 800,00 |
| 6284 - Redevances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 300,00 |
| 62875 - Aux communes membres du GFP | 0,00 | 0,00 | 1 575,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62878 - A d'autres organismes | 71 289,00 | 24 996,00 | 162 954,00 | 178 438,25 | 142 800,00 |
| 6288 - Autres services extérieurs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 892,25 | 0,00 |
| 63512 - Taxes foncières | 38 788,00 | 44 434,00 | 68 862,00 | 66 558,00 | 67 998,00 |
| 63513 - Autres impôts locaux | 1 588,00 | 24 183,00 | 14 543,00 | 14 810,00 | 15 700,00 |
| 6355 - Taxes et impôts sur les véhicules | 0,00 | 0,00 | 2 012,60 | 0,00 | 0,00 |
| 637 - Autres impôts, taxes, ...(autres organismes) | 330 731,02 | 256 012,00 | 216 959,20 | 182 187,22 | 173 500,00 |
| | 2 540 658,41 | 2 092 943,67 | 2 472 730,73 | 3 078 293,27 | 3 475 553,42 |

## C) Autres charges de gestion courante – Chapitre 65

Les subventions aux associations ainsi que les indemnités des élus ne vont pas connaitre d'évolution.

La CC du Val Briard est adhérente à plusieurs syndicats, pour la plupart en représentation-substitution, détaillé ci-dessous :

| Organisme et compétences | Mode calcul | Réalisé 2022 | Prévu 2023 |
|---|---|---|---|
| GIP 77 - Accueil et habitat des gens du voyage de Seine et Marne | 0,20€/HAB | 5 718,80 € | **5 761,80 €** |
| SIVU YERRES BREON - Aire accueil Guignes | 7€/HAB | 60 858,00 € | **60 858,00 €** |
| SI CES FAREMOUTIERS - Collège Faremoutiers | 4 élèves | 815,60 € | **427,81 €** |
| SMAVOM - Equipements sportifs | 270€/élève | 181 980,00 € | **181 980,00 €** |
| SMIVOS - Equipements sportifs | | 220 425,41 € | **220 425,41 €** |
| SMAGE DES DEUX MORINS - GEMAPI | | 7 483,00 € | **7 483,35 €** |
| SYAGE - GEMAPI | 7,4/H x 27035 | 206 329,35 € | **207 620,84 €** |
| SEINE ET MARNE NUMERIQUE - Fibre optique | 1,02€/hab | 28 022,00 € | **29 385,00 €** |
| ID77 - Ingénierie Départementale | | 0,00 € | **0,00 €** |
| CA Pays de Coulommiers - Transport (ancien STAC) | | 7 478,04 € | **7 478,04 €** |
| SMCBANC - ANC | | 30 103,08 € | **0,00 €** |
| MELUN VAL DE SEINE INITIATIVES - Développement économique | 0,35€/h | 10 850,00 € | **10 850,00 €** |
| | | **760 063,28 €** | **732 270,25 €** |

Pour plusieurs d'entre eux, le montant des contributions 2023 n'est pas connu, et le montant 2022 a donc été reporté et sera mis à jour selon la réception les délibérations des syndicats.

Une baisse de ces contributions sera constatée, notamment sur le SIVU YERRES BREON car une nouvelle agglomération a adhéré à ce syndicat, mais le montant n'est pas connu à ce jour.

La participation de la CCVB au **SDIS77** connait une augmentation en 2023 passant de 13.974 € par habitant en 2022 à 14.791 € par habitant en 2023, soit environ **422 937 €** (contre 397 407 € en 2022), soit 6.42% d'augmentation.

## D) Charges de personnel et frais assimilés – Chapitre 012

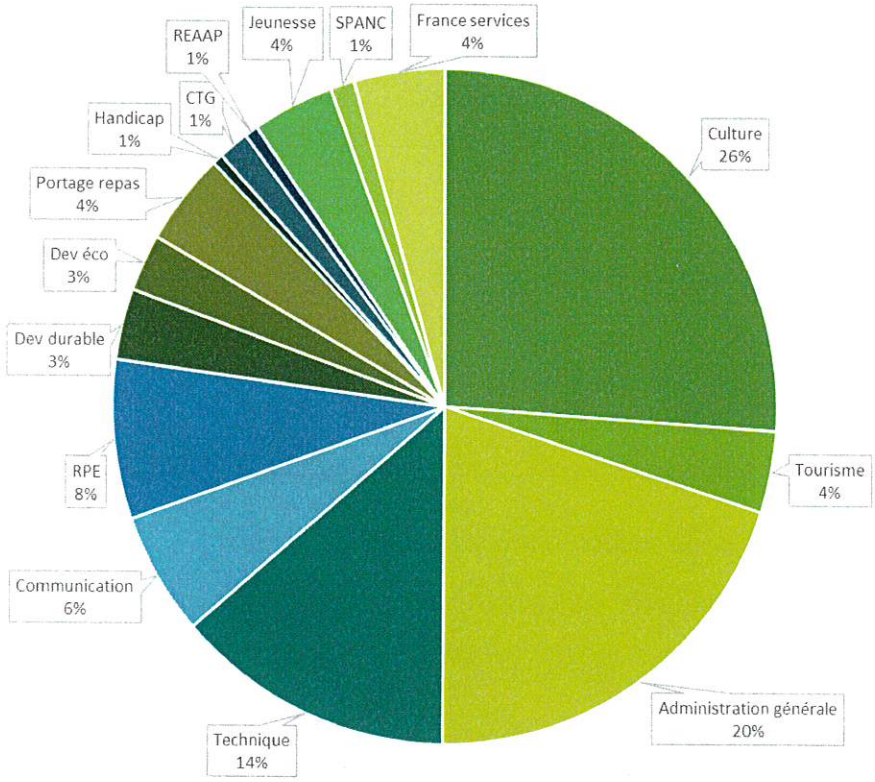
Les dépenses de ce chapitre vont être caractérisées par les éléments suivants :

- Evolution des dépenses de la masse salariale par rapport à 2022, le service culturel ayant été restructuré et renforcé fin d'année 2022
- Nécessité de certains recrutements (agent d'animation, agent technique et agent administratif)

Compte tenu de l'ensemble des dépenses, il est prévu un budget de 1M809€. Ce budget est supérieur à celui qui a été inscrit en 2022 au budget primitif.

La répartition du personnel par service est indiquée dans le graphique ci-dessous :

Répartition des charges de personnel par service - 2023




L'évolution des dépenses de personnel depuis 2020 est présentée ci-dessous :

| Evolution des dépenses de personnel en million d'€ | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Masse salariale | 1,195 | 1,362 | 1,496 | 1,809 |

- Action sociale :

Le CNAS : dans sa politique d'aide sociale, la CCVB contribue pour l'année 2021 à une adhésion annuelle de 6 417 € soit 207 €/agent, avec un taux d'utilisation de la part des agents des prestations de 56,00 % en 2022.

## E) Charges financières – Chapitre 66

Le chapitre 66 « charges financières » permet de régler les intérêts des emprunts contractés par la CC du Val Briard à hauteur de 161 K€.

## F) Synthèse des évolutions des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre

| Chapitre | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Prévu 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 - Charges à caractère général | 2 540 658,41 | 2 092 943,67 | 2 472 730,73 | 3 078 293,27 | 3 475 553,42 |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 1 113 059,09 | 1 195 124,60 | 1 361 519,89 | 1 496 003,63 | 1 809 512,00 |
| 014 - Atténuations de produits | 9 415 479,89 | 9 166 712,46 | 9 226 903,91 | 9 548 735,25 | 9 512 083,00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 022 664,79 | 1 176 276,70 | 1 483 315,16 | 1 454 229,97 | 1 437 204,23 |
| 66 - Charges financières | 151 229,09 | 126 925,86 | 132 524,25 | 142 189,55 | 161 144,58 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 66 017,31 | 4 962,00 | 21 420,41 | 134,17 | 0,00 |
| | 14 309 108,58 | 13 762 945,29 | 14 698 414,35 | 15 719 585,84 | 16 395 497,23 |

## 3- LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

### A) Les dépenses de la section d'investissement

Pour rappel, les crédits budgétaires sont votés par opération d'équipement.

En premier lieu, la collectivité va poursuivre les investissements qui ont été engagés en 2022 et qui figurent dans l'état des RAR 2022.

Le Président a souhaité mettre en place un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), afin de prioriser les investissements déjà engagés et ceux indispensables à la bonne marche du Val Briard.

Les projets d'investissements 2023 sont les suivants :

| Opération | Montant | Projets envisagés |
|---|---|---|
| 20 - Achat matériel technique | 5 000 € | Achat d'outillage + serre |
| 23 - Matériel mutualisé | 5 000 € | Pupitres + achats divers |
| 24 - ZAC Val Bréon | 3 000 € | Remplacement candélabres accidentés |
| 25 - Achat mobilier siège social | 5 250 € | Mobiliers salle conseil + nouveaux agents |
| 26 - Ferme des Vieilles Chapelles | 35 000 € | Révision prix des derniers DGD + Tvx supplé |
| 28 - Matériel informatique | 15 000 € | Achat d'ordinateurs + licences + logiciels |
| 30 - Aire accueil | 43 500 € | Stop Auto entrée aire accueil + Participation assainissement |
| 31 - Panneaux interprétation commune | 20 000 € | Panneaux Neuf, Les Chap, La Chap Iger |
| 35 - Snack restaurant Nationale 4 | 5 000 € | Travaux sur toiture |
| 41 - Communication | 800 € | Caméra timelaps |
| 44 - Parc de la Ferme | 10 000 € | Panneaux entrée + vigilance abeilles |
| 47 - Salle de spectacle l'Envolée | 60 000 € | Aménagement salle de spectacle |
| 47 - Salle de spectacle l'Envolée | 825 819 € | Aménagement parking salle de spectacle |
| 48 - Schéma Directeur Assainissement | 475 069 € | Schéma Directeur Assainissement |
| 49 - Tourisme | 30 400 € | Application /parcours réalité virtuelle + abreuvoirs |
| TOTAL | 1 538 838 € | |

- Remboursement du capital de la dette

Cette année, le remboursement du capital de la dette s'élève à 716 276 €. Le détail des emprunts figure en annexe du ROB.

- FCTVA à reverser

La CC du Val Briard a été déboutée de son recours contre la DGFIP, de ce fait le reversement du FCTVA est à prévoir sur l'exercice 2023 et concerne les communes suivantes :

| | |
|---|---|
| Ferrieres en Brie | 286 156,26 € |
| Pontcarré | 37 311,23 € |
| Villeneuve le Comte | 294 370,55 € |
| Villeneuve Saint Denis | 34 407,31 € |
| Total | 652 245,35 € |

- Virements aux budgets annexes

Les budgets ZAC sont équilibrés en dépenses et recettes par le biais d'avance remboursable que le budget principal verse annuellement.

Pour 2023, les avances remboursables seront de :

- 813 807 € sur le budget ZA Val Bréon II

- Reprises de subventions

Les reprises de subventions pour 2023 sont de 19 672. €. Elles concernent le reversement d'une subvention régionale pour le bus SOLR et une subvention d'équipement SIAEPA pour des études de raccordements à la station d'épuration à la création de la ZAC du Val Bréon.

### B) Les recettes de la section d'investissement et le recours à l'emprunt

En matière de recettes d'investissement, chaque opération doit faire l'objet d'une recherche de subvention préalable auprès de nos partenaires. Par conséquent, les opérations d'investissement seront préparées et opérationnelles à la réception des lettres de notification de subvention de nos financeurs dans la limite des crédits inscrits au budget.

Un crédit relais d'un montant de 1.5M€ est en phase de négociation auprès de plusieurs partenaires bancaires, afin de pallier le décalage entre les dépenses et l'encaissement des subventions et du FCTVA, pour l'opération d'aménagement du parking de la salle de spectacle « l'Envolée », la réalisation du schéma directeur d'assainissement et l'acquisition de matériel scénique et du mobilier de la salle du conseil.

- Les subventions d'investissement

Deux demandes de subventions DETR 2023 ont été déposées pour :

- Opération zéro phyto, achat d'un désherbeur
- Modernisation de l'éclairage public de la MDS et MARPA de Rozay en Brie.

La commission DETR ne s'étant pas encore réunie, les crédits en dépenses et recettes d'investissement ne sont pas inscrits à l'étape du budget primitif, en cas de réponse favorable à nos demandes, les crédits seront rajoutés sur une décision modificative.

Une demande de subvention a également été déposée auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement de la CC du Val Briard.

La dépense n'étant pas éligible au FCTVA, l'AESN nous subventionnerait à hauteur de 80 % du TTC. La commission aura lieu cet été.

- Le FCTVA

La CC du Val Briard est en automatisation du FCTVA depuis 2021, de ce fait il nous est versé trimestriellement chaque année. Le taux est de 16.404 % depuis 2015.

En 2023, le montant des recettes attendues est d'environ : 492 000 €

- Le remboursement du capital des emprunts par les communes sortantes

Pour l'année 2023, le montant du capital à rembourser par les communes ayant quitté la CC du Val Briard s'élève à 151 168 €.

- Les amortissements

Les amortissements sont des opérations d'ordre, cette année ils sont prévus pour 537 624 €.

## 4 – LES BUDGETS ANNEXES

- BUDGET ANNEXE – ZA DU VAL BREON

La ZA du Val Bréon II est toujours en phase d'études, des crédits de 35 325 € sont prévus pour la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la conduite de l'opération Val Bréon II – Projet partenarial d'aménagement.

Les excédents seront reportés comme suit :

0.33€ en section de fonctionnement et 224 564 € en section d'investissement.

- BUDGET ANNEXE – ZAC DE FONTENAY TRESIGNY

Les autorisations administratives ont été obtenues, hormis le diagnostic archéologique en attente, l'INRAP n'annonce pas un diagnostic pas avant 2024, ce qui bloque le dossier.

L'ensemble du foncier a été acquis par notre aménageur, Aménagement77, en janvier 2023.

La pré-commercialisation est déjà en cours, deux signatures de promesses de vente sont prévues courant mars 2023.

- BUDGET ANNEXE – ZAC DES SOURCES DE L'YERRES

Les demandes d'autorisations administratives sont en cours :

Les demandes de modifications des Plans Locaux d'Urbanisme de Lumigny Nesles Ormeaux et Rozay en Brie doivent être déposés courant mars 2023.

Le dossier d'Autorisation Environnementale Unique est en cours d'instruction par la police de l'eau.

L'acquisition du terrain de Rozay doit intervenir courant mars 2023 (sous condition résolutoire des autorisations administratives et Permis d'aménager).

Une demande de diagnostic archéologique anticipé a été formulée auprès de l'INRAP mais sans retour de leur service à ce jour.

- BUDGET ANNEXE - SALAGE

Suite à la mise en concurrence du marché de prestations hivernales, des économies substantielles ont été réalisées. L'astreinte pour la durée de la saison hivernale passant de 45 708 € à 6 882 €. De ce fait, le budget salage sera équilibré en dépenses et recettes à 15 000 € en 2023.

- BUDGET ANNEXE - SPANC

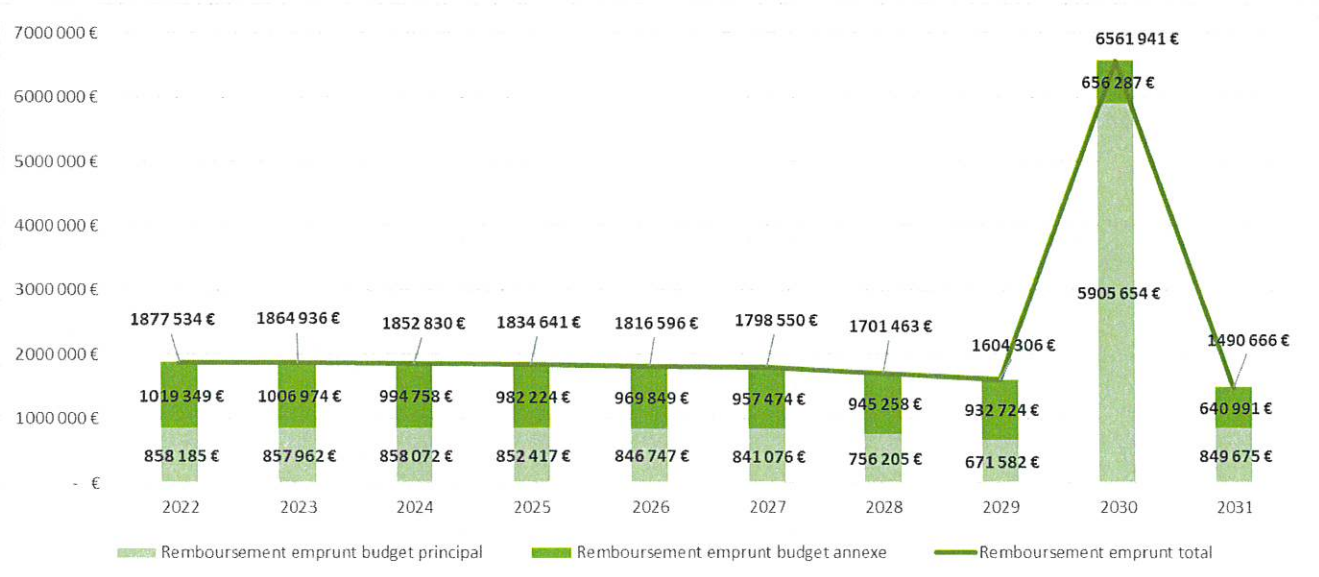
M49 - Continuité des contrôles de conception et de bonne exécution des installations d'Assainissement Non Collectif, et encaissement des redevances d'ANC des particuliers et des communes.

## 5) ANNEXES DU ROB

### A – ENCOURS DE LA DETTE

Ci-dessous le profil de remboursement de la dette de la CC du Val Briard, Budget principal + budget annexe. En 2030, un emprunt infine sera à rembourser.

Cet emprunt concerne l'achat de terrains de la ZA du Val Bréon II.



## B– LES CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS DE LA CC VAL BRIARD

Enfin, il est important de rappeler les caractéristiques des emprunts de la CC du Val Briard, qui a récupéré les emprunts de chacune des collectivités issues de la fusion :

| Numéro | Prêteur | Montant emprunté | Durée en année | Type de taux | Objet | Capital restant dû au 01/01/2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Caisse financement local ( DEXIA | 136 840 | 20 | Fixe | MARPA/MDS | 64 177,40 |
| 2 | Caisse financement local ( DEXIA | 223 160 | 20 | Fixe | MARPA/MDS | 99 701,22 |
| 3 | Crédit Agricole | 1 579 608 | 30 | Variable | MARPA/MDS | 1 044 546,60 |
| 4 | Caisse des Dépôts et Consignati | 2 225 000 | 20 | Fixe | Ferme TR1 | 1 618 590,31 |
| 5 | Caisse des Dépôts et Consignati | 2 225 000 | 30 | Fixe | Ferme TR2 | 1 928 333,32 |
| 6 | Caisse des Dépôts et Consignati | 2 550 000 | 20 | Fixe | Ferme TR3 | 1 785 000,00 |
| 7 | Crédit Agricole | 5 000 000 | 12 | Révisable | ZA Val Bréon II | 5 000 000,00 |
| 8 | Caisse Epargne | 5 750 000 | 15 | Fixe | ZA Val Bréon II | 4 216 666,68 |
| 9 | Banque Postale | 2 500 000 | 15 | Fixe | ZA Val Bréon II | 1 791 666,61 |
| 10 | Banque Postale | 4 000 000 | 15 | Fixe | ZA Val Bréon II | 2 866 666,61 |
| 11 | Caisse Epargne | 3 500 000 | 20 | Fixe | Invest. 2021 | 3 325 000,00 |
| 12 | Crédit Foncier | 1 200 000 | 15 | Fixe | Voirie CCBB | 480 000,00 |
| 13 | Caisse des Dépôts et Consignati | 850 000 | 15 | Fixe | Maisons Env CCE | 347 594,37 |
| 14 | Caisse des Dépôts et Consignati | 500 000 | 20 | Variable | Voirie CCBB | 337 500,00 |

## C - LITIGES ET RECOURS

- Emprunts

Certains emprunts doivent faire l'objet de remboursements par les communes de Ferrières en Brie, Pontcarré, Villeneuve le Comte et Villeneuve Saint Denis, dans le cadre des protocoles de sorties de communes de notre intercommunalité.

A ce jour, et compte tenu des procédures qui avaient été initiées auprès du Tribunal Administratif de Melun concernant le sujet du reversement de FCTVA, les communes avaient mis en attente l'ensemble des remboursements d'emprunts dû à la CC du Val Briard depuis 2017.

Les sommes attendues sont rappelées ci-dessous :

Total général

| Année | Capital | Intérêts | Total |
|---|---|---|---|
| 2017 | 14 936,00 | 6 028,59 | 20 964,59 |
| 2018 | 138 594,86 | 59 988,72 | 198 583,58 |
| 2019 | 140 892,75 | 54 964,40 | 195 857,15 |
| 2020 | 143 294,28 | 49 894,67 | 193 188,95 |
| 2021 | 145 804,12 | 43 810,92 | 189 615,04 |
| 2022 | 148 427,15 | 38 513,17 | 186 940,32 |
| 2023 | 151 168,47 | 32 580,74 | 183 749,21 |
| **Total** | **883 117,63** | **285 781,21** | **1 168 898,84** |

- FCTVA

La CC du Val Briard a été déboutée de son recours contre la DGFIP en décembre 2022, un reversement de FCTVA est à prévoir sur l'exercice 2023 et concerne les communes suivantes :

| | |
|---|---|
| Ferrieres en Brie | 286 156,26 € |
| Pontcarré | 37 311,23 € |
| Villeneuve le Comte | 294 370,55 € |
| Villeneuve Saint Denis | 34 407,31 € |
| Total | 652 245,35 € |

- Reversement de la fiscalité

Les crédits sont en rattachement de charges depuis 2019, la commune de Ferrières en Brie nous a transmis l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au mandatement des sommes dues. (111 198.91 €)

Il restera donc à obtenir de la commune de Pontcarré les pièces justificatives manquantes au mandatement des sommes dues. (19 269.06 €)

## CONCLUSION DU PRESIDENT

Le Président précise que la CCVB exécutera le budget avec grande rigueur. Tous les contrats seront revus et une mise en concurrence systématique sera appliquée sur tous les dossiers. Les dépenses des services seront maîtrisées sur tous les postes, le personnel, les investissements, la gestion du quotidien avec des états chaque mois pour analyser les évolutions.

La hausse des impôts locaux devra être portée dans chaque commune mais le Président indique qu'aucune dotation revenant aux communes n'a été touchée.

Le Président s'engage, lorsque de CCVB sera sortie de cette période difficile, à ne plus faire d'investissement de confort et lorsque les ratios financiers le permettront, à aider les projets d'investissement des communes par le versement de fonds de concours.

Le Président laisse la parole à l'assemblé pour toute question.

Sandrine RENE souhaiterait avoir le tableau présenté durant la conférence des Maires afin de connaître le niveau des taux de la CCVB par rapport aux autres Communauté de Communes.

Une synthèse de tous les tableaux sera envoyée à chaque commune.

Patrick ROSSILLI suggère d'indiquer, dans un prochain Flash d'information, la prise en charge de la CCVB sur toutes les compétences et surtout celles non obligatoires pour chaque commune. Le Président y est favorable.

Pascale LEVAILLANT souhaiterait avoir un modèle de communication identique pour l'ensemble des communes à destination des administrés. Le Président précise qu'il suffit d'appeler le service communication pour qu'il lui soit transféré.

## 2. CONVENTION RELATIVE AU RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT FTTH

**VU** le Code des Collectivités Territoriales,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/DRCL/BLI/n° 30 du 13 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Val Briard, **VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** les statuts du Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique ;

**VU** la délibération 124/2018 en date du 27 septembre 2018 du Conseil Communautaire du Val Briard relative à la signature de la convention financière entre le syndicat et l'EPCI ;

**VU** la délibération 140/2018 en date du 18 octobre 2018 de la Communauté de Communes du Val Briard, relative à l'intégration de la commune de Favières ;

**CONSIDERANT** que l'aménagement est une compétence supplémentaire de la Communauté de Communes du Val Briard ;

**CONSIDERANT** que le programme pluriannuel d'investissement 2015-2019, porté par Seine et Marne Numérique est terminé,

**CONSIDERANT** la volonté de raccorder au réseau les sites isolés restant sur le territoire de la Communauté de Communes du Val Briard ;

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

Article 1 :

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention avec Seine-et-Marne Numérique concernant le financement du réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH, volet sites isolés avec Seine-et-Marne Numérique.

Article 2 :

**VALIDE** le plan de financement 2024-2026.

Article 3 :

**DIT** que les crédits budgétaires seront prévus lors des prochains exercices budgétaires 2024 à 2026, et que la dépense d'investissement sera imputée au compte 2041582 « subventions d'équipement versées – installations réseaux », opération 33 « Numérique ».

Jean ABITEBOUL a envoyé aux communes un tableau recensant les sites isolés. Malheureusement, la colonne indiquant si le site doit être raccordé ou non n'a pas été remplie par la plupart des communes. Le prix d'une prise pour la Communauté de Communes étant de 4594 €, il est urgent de bien remplir le tableau.

Le Président précise que la Communauté de communes étant dans une démarche de rigueur budgétaire, il est important de bien évaluer les sites isolés qui en ont vraiment besoin.

## 3. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT A TEMPS COMPLET – GESTIONNAIRE DES MARCHES PUBLICS

**Le Président informe l'assemblée :**

Conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

**Le Président propose à l'assemblée :**

La création d'un emploi d'un gestionnaire des marchés publics pour assurer les missions suivantes :

- Elaboration et passation des marchés publics
- Gestion et préparation de l'attribution des marchés publics
- Suivi et gestion de l'exécution des marchés publics
- Assistance et conseils auprès des différents responsables de service dans la gestion administrative

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux.

- Adjoint administratif principal 2ème classe
- Adjoint administratif principal 1ème classe
- Rédacteur
- Rédacteur Principal de 2ème classe
- Rédacteur Principal de 1ère classe

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée d'une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332- 14 du Code Général de la Fonction Publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L. 332-8 à L. 332-10 du Code Général de la Fonction Publique pour une urée maximal de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne pourront l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée :

- L. 332-8 1° : Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- L. 332- 8 2° : Pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

La rémunération de l'agent sera alors calculée dans une fourchette de rémunération comprise entre **l'indice 478 et l'indice brut 573** (la rémunération est fixée selon les modalités de l'article 1-2 du décret 88-145 à avoir les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience professionnelle).

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 313-1 et L. 332-8 ;

**VU** le tableau des emplois et des effectifs ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :**

Article 1 :

**DECIDE** de créer un emploi permanent de Gestionnaire des marchés publics à temps complet relevant du cadre d'emploi des adjoints administratifs et des Rédacteurs :

- Adjoint administratif principal 2ème classe
- Adjoint administratif principal 1ème classe
- Rédacteur
- Rédacteur Principal de 2ème classe
- Rédacteur Principal de 1ère classe

Article 2 :

**APPROUVE** les propositions faites par le Président.

Article 3 :

**MODIFIE** en conséquence le tableau des emplois et des effectifs.

Article 4 :

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la CC du Val Briard.

Ce poste est nécessaire pour se mettre en conformité sur tous les marchés publics, de plus il ne s'agit pas d'un poste supplémentaire car Mme JOLY n'ayant pas été remplacée, le travail de trois se fait actuellement à deux.

Martine LAFORGE souhaite d'ailleurs féliciter Nathalie MARCHAL pour l'excellent et laborieux travail mené sur le CRTE.

Le Président remet aux Conseillers la liste des décisions prises dernièrement.

## Décisions prises en application de l'article L. 5211-10 du CGCT

| 2023 | | | |
|---|---|---|---|
| N° 01 | 09/01/2023 | Accord cadre individuel 2023 avec LA POSTE | En fonction du volume |
| N° 02 | 10/01/2022 | Avenant à la convention de mise à disposition d'un bureau et autorisation d'effectuer des permanences avec BULLES MEDIATION | 0 € |
| N° 03 | 12/01/2023 | Signature d'une convention de billetterie MAPADO | En fonction du volume |
| N° 04 | 12/01/2023 | Signature d'une convention relative à la résidence d'artiste au sein d'un établissement médico-social entre Mathilde | 3 640 € TTC |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | Geldhof, la Clinique de Neufmoutiers et la CCVB | |
| N° 05 | 17/01/2023 | Signature d'une convention de partenariat pour le développement culture entre le Département de Seine-et-Marne et la CCVB.<br>Aide du département à hauteur 70 000 € | 70 000 € TTC |
| N° 06 | 17/01/2023 | Signature d'une convention de soutien à la création artistique en lien avec la valorisation du territoire dans le cadre du partenariat DRAC/Département – projet route du Jazz- entre le Département de Seine-et-Marne et la CCVB.<br>Aide du département à hauteur 25 000 € | 25 000 € TTC |
| N° 07 | 24/01/2023 | Signature d'une convention de partenariat entre l'association « Souffleurs de sens » et la CCVB | 0 € |
| N° 08 | 24/01/2023 | Signature d'une convention unique aux missions optionnelles entre le CDG77 pour l'année 2023 et la CCVB | 0 € |
| N° 09 | 24/01/2023 | Signature d'une convention de médecine professionnelle et préventive avec le CDG77 pour l'année 2023 et la CCVB | 0 € |
| N° 10 | 24/01/2023 | Signature d'une convention de mise à disposition de l'Etang de Nesles | 100 € TTC |
| N° 11 | 26/01/2023 | Signature d'une convention d'hébergement entre la CCVB et le centre de vacances « le val saint Paul » | 8 848 € TTC |
| N° 12 | 26/01/2023 | Signature d'une convention de partenariat entre la CCVB et Familles Rurales | 0 € |
| N° 13 | 26/01/2023 | Signature d'une convention de prêt de locaux entre la CCVB et l'association Les Temps Dan'C de Lumigny-Nesles-Ormeaux | 0 € |
| N° 14 | 02/02/2023 | Signature des marchés de travaux relatifs aux aménagements paysagers du parvis et du parking de la salle de spectacles « l'envolée » | 688 181.75 € HT |
| N° 15 | 29/01/2023 | Signature d'une convention de création de fresque Street Art entre l'artiste Licéa et la CCVB | 30 000 € TTC |
| N° 16 | 02/02/2023 | Acte constitutif de la régie de recettes constituée auprès du Service Culturel | 30 000 € |
| N° 17 | 02/02/2023 | Acte constitutif d'une régie d'avances constituée auprès du Service Culturel | 5 000 € |
| N° 18 | 06/02/2023 | Demande de subvention pour le soutien aux projets d'accueil et d'animation des jeunes de 11 à 17 ans auprès du Département 77 pour l'année 2023 | 9 000 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| N° 19 | 08/02/2023 | Signature d'une convention de prêt de salle pour l'accompagnement professionnel des assistantes maternelles entre Magali MARTIN et la CCVB | 0 € |
| N° 20 | 08/02/2023 | Signature d'une convention de prêt de salle pour l'accompagnement professionnel des assistantes maternelles entre l'association REBONDIR et la CCVB | 0 € |
| N° 21 | 14/02/2023 | Signature d'une demande à projet « soutenir l'engagement et l'initiative des jeunes » auprès de la CAF de Seine-et-Marne pour l'année 2023 | 5 000 € |
| N° 22 | 15/02/2023 | Signature d'une convention de partenariat entre la CCVB et la commune de Fontenay-Trésigny | 0 € |
| N° 23 | 20/02/2023 | Signature d'une convention d'exposition entre l'association Art'Murs et la CCVB | 3 000 € TTC |
| N° 24 | 20/02/2023 | Signature d'une convention d'objectifs et de financement pour la prestation de service Accueil et Loisirs « Accueil adolescent » auprès de la CAF de Seine-et-Marne pour 2023 | 0 € |
| N° 25 | 20/02/2023 | Adhésion de la CCVB au groupement de commande pour la fourniture et l'acheminement d'énergies et de services associés auprès du SDESM | 0 € |
| N° 26 | 20/02/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'une prestation de spectacle vivant entre Traffix Music et la CCVB | 3 214.59 € TTC |
| N° 27 | 20/02/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'une prestation de spectacle vivant entre la compagnie Miss O'Youk et la CCVB | 8 970.60 € TTC |
| N° 28 | 22/02/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'une prestation de spectacle vivant entre la Zik des Muses et la CCVB | 6 850 € TTC |
| N° 29 | 22/02/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'une prestation de spectacle vivant entre le malandrin Ballet Biarritz et la CCVB | 35 342.50 € TTC |
| N° 30 | 09/03/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle vivant entre la compagnie l'Eolienne et la CCVB | 22 646.63 € TTC |
| N° 31 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle vivant entre productions Machine de cirque inc. et la CCVB | 30 835.60 € TTC |
| N° 32 | 02/03/2023 | Signature d'une convention de partenariat entre Act'Art et la CCVB | 0 € TTC |

| | | | |
|---|---|---|---|
| N° 33 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de cession entre onze heures onze et la CCVB | 31 900 € TTC |
| N° 34 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de vente de représentation entre Matriochka Productions et la CCVB | 20 045 € TTC |
| N° 35 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle entre l'association Audio Activistes Associés « SPRWD » pour les concerts de Les Mamans du Congo & Rrobin et la CCVB | 14 242.50 € TTC |
| N° 36 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle entre La Cie Babel et la CCVB | 11 870.23 € TTC |
| N° 37 | 02/03/2023 | Signature d'un contrat de cession de droits d'exploitation d'un spectacle entre Little Bros Productions et la CCVB | 24 265 € TTC |
| N° 38 | 02/03/2023 | Portant recours au Bénévolat de Mme Sonia ANTOINE | 0 € TTC |
| N° 39 | 13/03/2023 | Prêt à usage M. Philippe AMIARD | 0 € TTC |
| N° 40 | 13/03/2023 | Prêt à usage M. Jacques COIBION et Mme DAUDIGNY | 0 € TTC |

Le Président souhaite faire un point sur les dossiers en cours :

- Aire d'accueil des gens du Voyage de Guignes :

Le Président souhaite sortir de ce syndicat sachant que l'Aire d'accueil de la CCVB est en activité et aux normes. Une rencontre est prévue avec le Préfet ce vendredi et le sujet sera abordé. Monsieur PERCIK précise qu'il faut aussi s'associer à la Brie Nangissienne qui doit également en sortir.

- Secrétaire de séance :

Dorénavant, le secrétaire de séance doit signer les délibérations. Il faut s'assurer avant la désignation du secrétaire que celui-ci soit disponible la semaine qui suit le Conseil communautaire.

- ZAC des Sources de l'Yerres :

Le Président a signé hier avec Monsieur PERCIK l'achat des terres de Rozay-en-Brie pour la ZAC des Sources de l'Yerres. Les agriculteurs ont été indemnisés et ont signé un commodat (prêt à usage). Les fonds ne seront versés à la Commune que le jour où la Zone pourra être ouverte.

- Transports :

Plusieurs réunions ont eu lieu pour améliorer les services :

- 07/02/2023 : à Vaudoy-en-Brie à la demande de la Députée, Isabelle PERIGAULT et en présence d'IDFM, KEOLIS, le Département 77, les représentants des parents d'élèves de Rozay-en-Brie et les VP de la CCVB ;
- 09/03/2023 : à la CCVB à la demande de Mme PECRESSE et en sa présence ;
- 14/03/2023 : à la CCVB pour le TAD. La CCVB doit relancer le marché du TAD mais les subventions sont revues à la baisse et les prix des transports à la hausse. Des choix devront être faits.

- Entreprises de la ZAC du Val Bréon I :

Un petit déjeuner a été organisé avec les entreprises de la ZAC qui ont fortement apprécié cette démarche car ils souhaitent pouvoir communiquer avec la CCVB à tout moment. Un groupe whatsapp est en création pour faciliter ces échanges.
Les entreprises ont évoqué les soucis qu'elles rencontrent :

* la téléphonie car l'opérateur Orange ne passe pas sur le site,
* stationnement d'environ 200 camions, tous les soirs, qui viennent dans la zone pour être protégés mais encombrent la zone. Il a été demandé aux gendarmes de se déplacer afin qu'ils établissent des procès-verbaux.
* Les difficultés à recruter liées au manque de transport. Le président propose de chercher une solution avec le TAD afin d'améliorer l'offre de mobilité sur le secteur de la ZAC.

- Réunion avec les maires de Ferrières-en-Brie et Pontcarré :

Le Président annonce que la CCVB a perdu le procès engagé contre la décision de la DGFIP de verser aux quatre communes de l'ex-Brie Boisée (Ferrières-en-Brie, Pontcarré, Villeneuve-Saint-Denis et Villeneuve-le-Comte) le FCTVA d'un montant de 652 000 €. Cependant, ces communes doivent rembourser à la CCVB les emprunts contractés par elles, avant la fusion, et que la CCVB porte financièrement depuis la fusion (2017).

En 2023 le montant du remboursement (capital et intérêts) atteindra 1 172 000 €.

Le 14 février 2023, une réunion a eu lieu en vue de fixer les modalités de remboursement des emprunts, du reversement de la fiscalité et du FCTVA. La commune de Pontcarré devrait délibérer prochainement. Reste à rencontrer les communes de Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis et Val Europe Agglomération.

- CTG – Comité de pilotage :

Le comité de pilotage s'est réuni le 17 février dernier avec la CAF. Cette dernière est très satisfaite des actions menées par la CCVB pour la jeunesse, la petite enfance, le handicap, la parentalité, l'accès au droit et France Services. Retour très positif sur le dynamisme des services de la CCVB.

- Plan local de mobilité :

Un copil a eu lieu le 24/02/2023 et le plan d'action commence à être examiné pour de définir des axes sur la mobilité, les économies d'énergie...Karine ANDRE avec le bureau d'études ont mis en place 2 journées d'ateliers les 23 et 28 mars pour rencontrer les communes.

- DDFIP :

Une réunion a été organisée à la CCVB avec Mme ROUX-TRECASES (Directrice Départementale des Finances Publiques) et Mme FABREGUES. Le président a évoqué une certaine insatisfaction des services de la CCVB mais également des secrétaires de mairies quant à la perte de proximité avec les services de la DGFIP et le changement d'interlocuteurs fréquent.

La DDFIP propose de venir lors d'une réunion avec les maires et les secrétaires de mairie pour soulever tous problèmes.

- **CULTURE**

L'Inauguration et les journées Portes Ouvertes se sont très bien déroulées malgré la météo et les aléas.

Jean ABITEBOUL souhaite remercier les agents de la Communauté de communes et notamment Nathalie BIZIERE pour son travail sur le protocole qui n'a pas été simple à gérer.

- **SMAVOM**

Une réunion s'est tenue le 28/02/2023 pour sélectionner le cabinet qui mènera le pilotage budgétaire et comptable en vue de la dissolution du syndicat pour la fin de l'année suite à l'accord favorable de la CDCI. Cette dissolution représente à terme une économie de 180 000 € pour la CCVB.

- **Renonciation pouvoirs de police spéciale**

Le Président a renoncé aux pouvoirs de police et l'arrêté a été pris. Seuls les pouvoirs de police spéciale relatifs à l'assainissement non collectif pour les 10 communes de l'ex-Sources de l'Yerres et Courtomer sont transférés au Président de la CCVB.

- **Vol du véhicule**

Le Ford Transit, utilisé par le RPE, a été volé alors qu'il était en révision chez le garagiste. L'acquisition d'un nouveau véhicule nécessitera un investissement important au regard de l'indemnisation qui sera versée par l'assurance.

- **PCAET**

Karine ANDRE a informé les communes que le document approuvé par les services de l'Etat était consultable par le public depuis le 01 mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 à la CCVB mais aussi en ligne.

---

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h55.

*La secrétaire de séance*

*Céline MICHARD*

*Le Président,*

*Marc CUYPERS*

Communauté de Communes du Val Briard
77 SEINE ET MARNE